

BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE

AVRIL – MAI 2013



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33, rue Galilée 75116 Paris T +33 (1) 44 43 52 54 F +33 (0) 1 47 23 68 14
info@institut-bosphore.org www.institut-bosphore.org

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3
Communiqué de presse : Attentats en Turquie – 11 mai	3
ASSEMBLEE NATIONALE	3
Extraits de l’audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères à la Commission des affaires étrangères – 17 avril	3
SENAT - QUESTION AU GOUVERNEMENT	4
Question de M. Jean-Noël Guérini (SOC), sur les incidences de l'accord franco-turc portant sur la coopération en matière de sécurité intérieure du 7 octobre 2011 – 18 avril & Réponse du Ministère des affaires étrangères – 16 mai	4
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	6
Déclaration de M. Laurent Fabius: Attentat à la frontière syrienne (Reyhanlı) en Turquie – 11 mai	6
Entretien entre M. Laurent Fabius et son homologue turc, M. Ahmet Davutoglu (Attentat en Turquie) – 12 mai	6
AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE	6
Visite en Turquie de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense – 28-30 mars	6

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Communiqué de presse : Attentats en Turquie – 11 mai

« Le président de la République condamne avec la plus grande fermeté le double attentat qui a frappé le sud de la Turquie à proximité de la frontière avec la Syrie et dont le bilan provisoire fait état de plusieurs dizaines de victimes et de nombreux blessés. Dans ces circonstances tragiques le Chef de l'Etat exprime, au nom de la France, sa solidarité avec le peuple et les autorités turcs. »

ASSEMBLEE NATIONALE

Extraits de l'audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères à la Commission des affaires étrangères – 17 avril

« **M. François Asensi [GDR]** (...) L'examen de l'accord franco-turc en matière de sécurité intérieure a été reporté. Cet accord soulève un certain nombre de problèmes. Le PKK a annoncé une trêve mais on ne connaît pas la teneur des négociations avec le gouvernement turc. Dans le même temps, des progressistes, qui ne sont pas des terroristes avec du sang sur les mains, continuent leur pression ; le pianiste Fazil Say a été récemment condamné à une peine d'emprisonnement ; la Commission européenne des droits de l'homme est saisie de 16 000 plaintes en Turquie, ce pays dépassant la Russie pour le nombre de plaintes déposées. Cet accord sera-t-il donc renégocié ? Il me choque qu'il y soit prévu d'aider la Turquie « à gérer démocratiquement les foules » – cela me rappelle étrangement les propos de certaine ministre des affaires étrangères sous le précédent gouvernement qui souhaitait « conseiller » les Tunisiens sur ce sujet.

M. François Rochebloine [UDI] Monsieur le ministre, vous aviez évoqué la possibilité de fournir des armes aux rebelles en Syrie. Quelle définition donnez-vous des rebelles ? Il y a sans doute en effet des mercenaires parmi eux. (...)

En février dernier, vous aviez indiqué, monsieur le ministre, que la France était prête à lever le veto qu'elle posait jusqu'ici à l'ouverture de la discussion sur le chapitre relatif à la politique régionale dans le cadre des négociations entre l'Union européenne et la Turquie. Selon une source diplomatique, Bernard Cazeneuve, alors ministre des affaires européennes, avait confirmé auprès de son homologue turc, Egemen Bagis, la volonté du Gouvernement de changer d'attitude par rapport à son prédécesseur sur ce point mais avait souligné que Paris attendait d'Ankara des gestes en retour, en particulier la signature d'un accord de réadmission des immigrants illégaux

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères. (...) La situation actuelle [en Syrie] est une tragédie absolue. Le nombre de cent mille morts a peut-être été dépassé. On compte des millions de réfugiés et de personnes déplacées – au Liban et en Jordanie, un quart de la population est aujourd’hui constitué de réfugiés en provenance de Syrie, ce qui pose des difficultés matérielles considérables, sans parler même du risque de déstabilisation de ces pays. Des conséquences se font également sentir en Turquie et en Irak, où la situation est très préoccupante. (...)

S’agissant de la Turquie, il est vrai à la fois que le PKK a décrété une « trêve » et que certains cas dont nous avons connaissance sont préoccupants. Est-il prévu de renégocier l’accord en matière de sécurité intérieure ? Je ne le pense pas. L’inscription de ce texte à l’ordre du jour de vos travaux dépend de la volonté de votre commission. L’article 2 de cet accord prévoit des garde-fous et nous devons en effet être vigilants quant au respect des droits de l’homme. (...)

Pour ce qui concerne la Turquie, j’ai eu l’occasion de dire à mon homologue turc, Ahmet Davutoglu, que, dans un souci de bonnes relations, la France acceptait de lever son veto sur la négociation du chapitre 22 relatif à la politique régionale dans le cadre de la discussion relative à l’adhésion de la Turquie à l’Union européenne. Nous discutons de toute une série de points avec nos amis turcs, mais ne posons pas de conditions au sens juridique du terme. (...) »

Le compte-rendu intégral : [Cliquez ici](#)

SENAT - QUESTION AU GOUVERNEMENT

Question de M. Jean-Noël Guérini (SOC), sur les incidences de l'accord franco-turc portant sur la coopération en matière de sécurité intérieure du 7 octobre 2011 – 18 avril & Réponse du Ministère des affaires étrangères – 16 mai

Question écrite n° 05832 de M. Jean-Noël Guérini (Bouches-du-Rhône - SOC) (*publiée dans le JO Sénat du 18/04/2013 - page 1215*)

« M. Jean-Noël Guérini appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les conséquences dommageables que pourrait avoir l'accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie signé à Ankara le 7 octobre 2011.

Cet accord a pour objectif légitime de renforcer la coopération policière technique et opérationnelle entre la France et la Turquie, en particulier dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, l'immigration irrégulière, le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent.

Pour autant, dans un contexte où la minorité kurde lutte pour défendre ses droits, le risque est grand de voir s'exercer une répression sévère sous couvert d'action contre le terrorisme. C'est ainsi que Sevil

Sevimli, étudiante franco-turque, a été condamnée par le tribunal de Bursa le 15 février 2013 à cinq ans de prison pour propagande en faveur d'une organisation terroriste d'extrême gauche, les faits semblant se borner à avoir assisté à un concert et à la manifestation autorisée du 1er mai et diffusé des publications de ce mouvement, en vente libre en Turquie.

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie à de très nombreuses reprises, à tel point qu'elle détient le triste record de 2 170 condamnations sur la période 2002-2011, loin devant la Russie qui totalise 1 120 condamnations. Le Conseil d'État a même annulé, le 23 juillet 2010, l'inscription de la Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs de l'OFPRA au motif « des violations dont sont souvent victimes les ressortissants turcs d'origine kurde ainsi que des limitations à la liberté d'expression en vigueur en Turquie » (CE n°336034).

Sachant que l'accord du 7 octobre 2011 ne définit pas le terrorisme, dont le gouvernement turc semble avoir une acception extensive, il lui demande de l'assurer que toutes les précautions seront prises afin que la France, pays des droits de l'homme, n'apporte en aucune façon sa caution à la répression contre les défenseurs des droits. »

Réponse du Ministère des affaires étrangères *(publiée dans le JO Sénat du 16/05/2013 - page 1531)*

« L'accord franco-turc de coopération en matière de sécurité intérieure, signé à Ankara le 7 octobre 2011 par les ministres de l'intérieur turc et français, est le fruit de longues négociations qui ont débuté en 1998. Ces négociations ont notamment visé le respect de nos exigences en matière de droits de l'Homme. L'accord stipule ainsi expressément, dans son article 2, que la France est libre de refuser toute demande de coopération « si elle estime, qu'en vertu de sa législation, son acceptation serait susceptible de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne, à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ». Par ailleurs, l'accord ne prévoit pas l'échange de données à caractère personnel. Ces dispositions permettront notamment d'encadrer l'application de cet accord dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, en s'assurant que toutes les précautions sont prises avant de mettre en œuvre une coopération. L'objectif de la France est d'améliorer une coopération relancée depuis 2007 tant avec la police qu'avec la gendarmerie turque. Compte tenu de sa position charnière entre l'Europe et l'Asie, la Turquie est en effet un partenaire incontournable dans le domaine de la sécurité intérieure. Outre la lutte contre le terrorisme, les deux pays ambitionnent effectivement de renforcer la lutte contre le trafic de stupéfiants, l'immigration illégale et la lutte contre la criminalité organisée, en particulier le blanchiment d'argent. Ce dernier domaine constituera un nouveau secteur de coopération bilatéral particulièrement important. La France est profondément attachée aussi bien au respect de la liberté d'expression des mouvements politiques que, plus généralement, à la défense des droits de l'Homme. À cet égard, elle appuie sans réserve l'action menée par le Conseil de l'Europe pour assurer le respect des dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales par la Turquie. »

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Déclaration de M. Laurent Fabius: Attentat à la frontière syrienne (Reyhanlı) en Turquie – 11 mai

« Je condamne avec la plus grande fermeté l'attentat qui a frappé la ville de Reyhanli, en Turquie, à proximité de la frontière syrienne, et qui a fait un grand nombre de victimes.

J'exprime mes condoléances aux familles des victimes, et ma solidarité aux autorités et au peuple turcs. »

Entretien entre M. Laurent Fabius et son homologue turc, M. Ahmet Davutoglu (Attentat en Turquie) – 12 mai

« Les ministres des Affaires étrangères français et turc ont fait un point précis dimanche après-midi sur la situation en Turquie après les attentats particulièrement meurtriers survenus hier dans ce pays.

Laurent Fabius a réaffirmé la solidarité de la France envers le peuple et les autorités turcs. Les deux ministres sont convenus de se concerter étroitement dans les jours à venir sur les suites à donner à ces événements graves. »

AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE

Visite en Turquie de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense – 28-30 mars

« Le ministre de la Défense, Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, s'est rendu à Ankara du 28 au 30 mars 2013 à l'invitation de son homologue turc, Monsieur İsmet YILMAZ. Au cours des différents échanges ont été abordés les relations de défense entre les deux pays et des sujets régionaux et d'actualité. Le Ministre a également été reçu par le ministre turc des Affaires étrangères, M. Ahmet DAVUTOĞLU, et à l'Etat-major général des armées. Il a pu visiter les installations de la Société ROKETSAN à Elmadağ. »

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org